



# Politiques phares de lutte contre l'inégalité et l'exclusion

**Dernière révision: mercredi 28 octobre 2020**

En septembre 2021, le [Pathfinders Grand Challenge on Inequality and Exclusion](#) produira un menu complet d'options politiques pour lutter contre l'inégalité et l'exclusion. Deux ans après le lancement du Grand Challenge et à un an de sa fin, afin d'orienter et de mieux cibler la dernière étape de la recherche sur les options politiques, nous établissons un projet de consultation des priorités stratégiques pour les réponses immédiates et à long terme.

**Cadre global de référence:** Comme indiqué dans le [Grand Challenge framing paper](#) (2019), un cadre global de «*redistribution et reconnaissance*» guidera la recherche et le développement des options politiques. On s'attend à ce que les politiques fournissent une redistribution matérielle tangible et de la dignité et du respect; à ce qu'elles couvrent l'inclusion économique, sociale et politique d'une part et l'inégalité généralisée ainsi que l'exclusion et la discrimination à l'encontre de groupes spécifiques d'autre part. Le menu des options est destiné à inclure et compléter les politiques de base, tels que les services publics universels, la fiscalité progressive et les droits des travailleurs tels que ces points ont été traités dans le [Commitment to Reducing Inequality Index](#).

Les priorités politiques résumées dans le tableau ci-dessous couvrent trois domaines principaux: politique (violet), sociale (rose), et économique (orange).

Politiques immédiates (liées au COVID-19)	Politiques à long terme
Accès aux technologies médicales	Lutter contre l'influence de l'argent en politique
Indicateur de dépenses de rétablissement du COVID19 en faveur des pauvres et de la classe moyenne	Contrats et pactes sociaux, y compris les pactes fiscaux
Protection sociale universelle, ciblée et communautaire	Réforme du système judiciaire
Panier de connectivité numérique	Attention à l'indice d'écart pour l'inégalité et l'exclusion locales
Rémunération plus élevée pour les travailleurs essentiels	Réforme du logement et de la gouvernance foncière
Taxes de solidarité	Égalité et inclusivité des résultats de l'éducation et accès aux services de garde d'enfants
Financement du développement: droits de tirage spéciaux et allègement de la dette	Dotations de jeunes citoyens et actifs communautaires
Partenariats dirigés par le gouvernement pour augmenter l'espace civique	Registre mondial des actifs
Appliquer les outils post-conflit aux sociétés polarisées	Des données plus nombreuses et de meilleure qualité

Titre	Problème	Proposition de politique	Impact général sur l'inégalité	Interaction avec clivages qui se chevauchent	Théorie du changement
<b>Priorités politiques immédiates (liées au COVID-19)</b>					
Accès aux technologies médicales (International)	Le comportement concurrentiel des pays développés et la structure actuelle des DPI constituent un obstacle à la fabrication de vaccins et au traitement du COVID-19 à grande échelle. Une faible production de vaccins et de traitements nuira à tout le monde et un accès inéquitable suscitera la méfiance.	S'inscrire au COVAX et à l'Equal Access Framework (EAF); faire pression pour le financement des pays à faible revenu; participer au groupe d'accès à la technologie contre la COVID-19 de l'OMS (C-TAP); et travailler avec les détenteurs de propriété intellectuelle pour partager le savoir-faire et la production en copropriété.  (Le rapport final peut également se concentrer sur le rôle du régime actuel des DPI, en général).	À l'intérieur des pays, le rationnement en dehors de l'EAF risque d'exclure les citoyens les plus pauvres. Entre les pays, sans une expansion de la production et un soutien financier pour leur achat, la technologie médicale sera moins accessible aux pays plus pauvres, avec des pertes en vies humaines et un impact socio-économique qui en résulte.	Les groupes défavorisés et les communautés de migrants ont subi des taux élevés d'infection au COVID-19 et de mortalité dans de nombreux pays, et les femmes ont subi le poids des impacts socio-économiques: le rationnement et l'incapacité de fournir des technologies de test et de traitement et des vaccins à grande échelle nuiront à ces groupes de manière disproportionnée.	La participation au COVAX et l'application de l'EAF aideront à coordonner la demande et à garantir que les pays les plus pauvres peuvent payer. La participation au C-TAP et la pression exercée sur les entreprises en vue d'obtenir des co-licences aideront à accroître l'offre. Ensemble, ces derniers favoriseront la production à grande échelle et un accès équitable.
Indicateur de dépenses de rétablissement du COVID-19 (Domestique)	Les programmes de relance ne sont pas nécessairement de la classe favorable aux pauvres / à la classe moyenne. La confiance dans les gouvernements, qui a augmenté pendant le COVID-19, est en danger d'érosion si les programmes de relance sont perçus comme exacerbant l'inégalité, comme en 2008.	Adopter un indicateur commun de bonnes pratiques pour le pourcentage de programmes de relance qui profitent aux pauvres et à la classe moyenne, représentés par le soutien aux ménages et aux micro, petites et moyennes entreprises; et soutenir les mesures du partenariat pour un gouvernement ouvert pour la transparence des dépenses de rétablissement du COVID-19.	Une augmentation des dépenses en faveur des pauvres et de la classe moyenne aura un effet direct sur les taux d'inégalité généralisés; à l'inverse, les dépenses qui se répercutent sur les plus riches aggraveront les inégalités.	Le contrôle fourni par l'indicateur de bonnes pratiques profitera probablement aux groupes marginalisés et aux ménages dirigés par des femmes qui sont disproportionnellement pauvres; des données désagrégées pourraient faire partie de la conception.	La mesure de la cote accordée aux mesures de relance par les groupes favorables aux pauvres et à la classe moyenne et la publication de ces mesures mèneront à des activités de plaidoyer qui les rendront plus favorables à l'égalité et à l'inclusion.
Transferts monétaires universels, ciblés et communautaires (Domestique)	Les services ciblés et la protection sociale, lorsqu'ils ne sont pas complétés par des transferts universels et communautaires, sont trop souvent stigmatisants et créent des fuites. Le revenu de base universel n'est pas réalisable pour des raisons de coût.	Offrir une protection sociale basée sur des transferts monétaires et conçue d'accord-partie par les bénéficiaires pour accroître le respect, la dignité et l'harmonie sociale, qui combinent l'utilisation de programmes universels, ciblés et communautaires.	La combinaison de programmes conçus d'accord-partie qui combinent un soutien universel et ciblé crée un sentiment d'objectif commun tout en fournissant une aide proportionnellement plus importante aux groupes exclus, en réduisant les inégalités et en renforçant l'empathie et l'harmonie sociale.	Les bénéficiaires des systèmes de protection sociale proviennent de manière disproportionnée des populations exclues; l'introduction de la conception de codes donnerait du pouvoir aux bénéficiaires et leur fournirait dignité ainsi que des opportunités matérielles.	La conception d'accord-partie avec les bénéficiaires améliore l'efficacité et la durabilité de programmes spécifiques. La combinaison d'universel, ciblé et communautaire améliore la durabilité du système dans son ensemble.

Titre	Problème	Proposition de politique	Impact général sur l'inégalité	Interaction avec clivages qui se chevauchent	Théorie du changement
Panier numérique (Domestique)	Le COVID-19 a mis à nu les inégalités en matière de connectivité numérique à la fois à l'intérieur et entre les pays.	Accès à un «panier numérique» universel, du matériel et un accès Internet abordable. Possibilité de ressources provenant des impôts CSR/solidarité. Engager les IFI pour recadrer la connectivité numérique comme catalyseur essentiel de développement comme l'accès aux routes et à l'électricité.	Il sera crucial pour les travailleurs à faible revenu d'accéder à des activités économiques; affecte tous les autres domaines d'inégalité, y compris l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la participation politique.	Les femmes et les groupes ethniques ou raciaux historiquement défavorisés ont un accès numérique inférieur.	La fourniture d'outils et de moyens pour accéder à Internet sur une base équitable compensera la fracture numérique croissante et contribuera à lutter contre les inégalités structurelles d'origine historique.
Indemnisation des travailleurs essentiels (Domestique)	Les risques et les récompenses sont déséquilibrés dans les segments du marché du travail où le «travail essentiel» est pratiqué; beaucoup de ceux qui assurent le bon fonctionnement des économies et des sociétés sont eux-mêmes les plus exposés.	Créer un «cadre de préparation à la crise» avec une rémunération plus élevée/des formes de soutien exceptionnel aux travailleurs qui risquent eux-mêmes pour remplir des fonctions essentielles en cas de crise (apport alimentaire, santé, transport) comme nous le faisons à l'armée. Considérer dans un cadre plus large de modèles commerciaux pour l'économie de soins, le salaire minimum, l'assurance maladie et chômage, les droits à la négociation collective, la liberté d'association et la protection sociale.	Les travailleurs visés sont ceux qui se situent au bas de l'échelle des revenus dans les secteurs formel et informel, public et privé. Susceptibles d'être redistributifs à l'extrémité supérieure aussi, ce qui réduit l'écart de revenu avec la haute direction et les détenteurs d'actions.	Les travailleurs des secteurs touchés sont majoritairement des femmes dans la plupart des pays et des communautés de migrants et des minorités dans d'autres.	Pendant les crises, ces travailleurs jouent un rôle d'intérêt public en isolant les autres des risques et en prenant plus pour eux-mêmes et leurs familles. Récompense qui crée une reconnaissance publique de cette fonction de «bien public» et garantit un investissement collectif dans notre bien-être commun.

Titre	Problème	Proposition de politique	Impact général sur l'inégalité	Interaction avec clivages qui se chevauchent	Théorie du changement
Taxes de solidarité (international / domestique)	<p>Le COVID-19 et ses impacts associés ont montré que les systèmes de santé, d'éducation et de justice ne sont pas suffisamment solides et résilients pour servir tous les citoyens. Certaines entreprises et familles ont pu se protéger pendant la crise (et même faire des profits) tandis que d'autres ont souffert, augmentant les inégalités dans l'ensemble.</p>	<p>Introduire des taxes de solidarité ou des mesures d'administration fiscale dédiées au paiement des systèmes de biens publics - santé, éducation et justice.</p> <p><i>Options:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Taxes exceptionnelles sur les sociétés qui ont profité du COVID-19;</li> <li>• Augmentation des mesures d'administration fiscale, contre la fraude et les échappatoires;</li> <li>• Soutenir et faire pression pour un accord sur les principes de la fiscalité numérique de l'OCDE (variantes - augmentation / affectation de la part FACE);</li> <li>• Fonds de solidarité, avec des contributions volontaires d'entreprises et de particuliers fortunés;</li> <li>• Taxer ceux qui gagnent au-dessus d'un certain seuil capables de travailler à distance, dont les revenus sont restés constants ou ont augmenté.</li> </ul>	<p>Améliore l'égalité générale de deux manières; par la réduction des revenus ou de la richesse des dépenses publiques les plus aisées et favorables aux pauvres.</p>	<p>De meilleurs services publics profitent de manière disproportionnée aux parties les plus pauvres et les plus marginalisées de la société; les groupes exclus étant sous-représentés parmi les riches, ils paieront moins mais en bénéficieront davantage.</p>	<p>Il s'agit d'une crise collective et ceux qui ont la capacité de payer devraient apporter leur juste part.</p> <p>Lier la collecte de nouvelles formes de revenus aux dépenses en biens publics augmentera le soutien politique.</p>
Financement mondial du développement (International)	<p>Les coûts de la lutte contre le COVID-19 et de la protection sociale, et une baisse du PIB et des recettes fiscales dans la plupart des pays, conduiront à une crise budgétaire et à des mesures d'austérité anti-développement, à moins que plus d'espace budgétaire ne soit créé.</p>	<p>Entreprendre une émission exceptionnelle de [1 billion] de droits de tirage spéciaux (DTS) pour aider à la récupération du COVID-19 en 2021. S'appuyant sur l'extension du DSSI, un programme complet d'allègement de la dette à convenir en 2021, lié à un soutien sous forme de dons au Fonds proposé pour toutes les économies COVID-19 (FACE).</p>	<p>Sans ces actions, l'inégalité au sein des pays risque de s'accroître si les mesures d'austérité entravent les dépenses redistributives.</p>	<p>Un accès accru au financement du développement ne garantit pas a priori un impact positif pour les groupes marginalisés.</p>	<p>Les DTS sont, potentiellement, une mesure gagnant-gagnant dans les relations internationales car ils profitent à tous les pays et n'ont pas à être remboursés. Un meilleur accès aux DTS, à l'allègement de la dette et aux subventions en FACE devrait offrir davantage de possibilités de dépenses en faveur de l'égalité et de l'inclusion (combiné avec la transparence).</p>

Titre	Problème	Proposition de politique	Impact général sur l'inégalité	Interaction avec clivages qui se chevauchent	Théorie du changement
Partenariats entre le gouvernement et la société civile pour maintenir l'espace civique (Domestique)	L'espace civique se rétrécit, mais le COVID-19 montre que les efforts de l'ensemble de la société sont essentiels pour la résilience en cas de crise. Les OSC sont aussi accusées d'être polarisantes.	Démontrer l'engagement du gouvernement pour l'inclusion politique et l'espace civique ouvert, ainsi que l'engagement de la société civile en faveur de l'inclusion, de la bonne gouvernance et des droits de l'homme.	Les partenariats à l'échelle de la société et la gouvernance ouverte sont plus susceptibles que les mécanismes fermés et descendants de surmonter la pandémie avec un renforcement de la confiance et une réduction des inégalités.	Les contraintes liées à l'espace civique impliquent dans certaines sociétés un tollé contre les droits des femmes, les droits de l'homme et la lutte contre la discrimination fondée sur la race/ethnie/religion/origine.	Un engagement dirigé par le gouvernement est plus susceptible d'affecter d'autres gouvernements que celui par la société civile; cela devrait être facilité par l'engagement de la société civile pour l'inclusion/ la bonne gouvernance/les droits humains.
Outils post-conflit pour lutter contre la polarisation avant les conflits (Domestique)	Les sociétés sont polarisées, ce qui entrave leur capacité à adopter des systèmes pour l'égalité et l'inclusion. Les pays post-conflit / post-autoritaires ont développé un ensemble d'outils, mais ils ne sont utilisés qu'après l'éclatement des conflits, pas pour les prévenir.	Appliquer les outils post-conflit pour favoriser l'inclusion politique et l'unité dans toutes les sociétés, en particulier: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dialogues nationaux ou commissions de réconciliation;</li> <li>• Comités locaux de paix;</li> <li>• Commissions de vérité et historique</li> <li>• Programmes d'éducation;</li> <li>• Contact de personne à personne.</li> </ul>	Un meilleur consensus sur les faits et les valeurs améliorerait l'égalité de participation aux processus électoraux et autres processus politiques. Une communication et un dialogue améliorés favoriseraient la confiance et la compréhension, facilitant les politiques en faveur de l'égalité.	S'engager dans des processus de vérité, de dialogue et, en fin de compte, de réconciliation implique de reconnaître et de faire face aux torts causés aux groupes historiquement défavorisés, et d'offrir un moyen de combattre la polarisation.	Les sociétés post-conflit/ post-autoritaires ont le plus d'expérience en résolution et de correction des divisions sociétales, représentant tous les niveaux de revenu (Allemagne, Uruguay, Sierra Leone, Afrique du Sud), et pourraient être étendues à des actions préventives sans être stigmatisantes.
<b>Priorités politiques à plus Long terme</b>					
L'argent en politique (Domestique)	Les systèmes politiques dans lesquels les riches sont capables de saisir la législation et la politique finissent par produire des effets anti-égalité et d'inclusion.	<i>(En attente du papier de recherche avec International IDEA).</i>			
Pactes et contrats Sociaux (Domestique)	Le niveau de confiance dans les institutions, y compris les partis politiques et l'État, diminue dans de nombreux pays. La baisse des effectifs syndicaux a également été un facteur d'inégalité.	Adopter des pactes du New Deal adaptés aux leçons du COVID 19 et aux défis futurs tels que l'économie numérique et verte. Utiliser des conceptions différentes en fonction des besoins de chaque pays, mais avec des éléments communs sur la promotion du dialogue social et l'incitation aux économies numériques et vertes.	Le rythme et la densité des processus d'organisation et de dialogue social liés aux nouveaux pactes d'accord - peuvent aider à atténuer les effets socialement perturbateurs du COVID-19 et les défis futurs tels que la substitution technologique et	Les femmes et les groupes marginalisés sont souvent laissés pour compte aussi bien dans le processus que dans la substance des contrats et pactes sociaux.	Les contrats / pactes sociaux et les politiques actives du marché du travail peuvent restructurer la façon dont les économies fonctionnent pour être plus égalitaires et inclusives, et établir une nouvelle norme pour la conception de politiques inclusives (en s'appuyant sur l'expérience de certains pays en

Titre	Problème	Proposition de politique	Impact général sur l'inégalité	Interaction avec clivages qui se chevauchent	Théorie du changement
			les transitions vers l'économie verte.		matière de dialogue social pour la redistribution et pour prévenir la polarisation).
Réformer les systèmes judiciaires (Domestique)	Les systèmes de justice ne sont souvent pas centrés sur les personnes et leurs besoins juridiques: ils multiplient des inégalités à cause de l'inaccessibilité, de la complexité et des préjugés systémiques contre les marginalisés.	Utiliser un suivi transparent des résultats de la justice centrée sur la personne pour prioriser la réforme des lois et des processus particulièrement pertinents pour l'inégalité: dans la plupart des pays, les systèmes de justice pénale, l'emploi, les terres et le logement, et les lois et processus familiales.	Lorsque tout le monde a un accès égal à la justice, la loi crée des règles du jeu équitables et compense les écarts de pouvoir, plutôt que de les exacerber.	Les femmes et les communautés marginalisées sont beaucoup plus susceptibles de ne pas avoir accès aux processus judiciaires; et dans le cas des minorités à incarcérer.	Placer les gens au centre et résoudre et prévenir leurs problèmes de justice peut conduire à la transformation du secteur de la justice et créer des résultats équitables, permettant aux gens de participer pleinement à la société et leur donner une chance équitable dans l'économie.
Dotations de jeunes citoyens et actifs communautaires (Domestique)	Les jeunes de tous les pays sont aujourd'hui confrontés à un avenir incertain en termes d'emploi et de revenus. Les programmes de soutien à l'emploi transitoire sont temporaires et ne donnent généralement pas d'espoir pour l'avenir.	Introduire des politiques qui construisent des actifs productifs grâce aux dotations citoyennes, comme par exemple à travers des programmes de formation de transition et de recyclage (en particulier pour les jeunes) qui accumulent des actifs, par l'État (ou des donateurs dans certains PFR) en équivalant / multipliant les économies réalisées par les travailleurs pendant la période du programme de formation, et en faisant correspondre les actifs communautaires.	Les jeunes travailleurs pauvres, sans emploi ou ayant un emploi précaire accumuleraient leurs actifs pour résister et se prémunir contre les chocs futurs, réduisant ainsi les inégalités de richesse.	La politique aurait un avantage positif pour les jeunes hommes et femmes de par sa conception, et pourrait être pondérée pour offrir une meilleure adéquation aux communautés historiquement défavorisées, en diminuant l'inégalité en matière de richesse par groupe racial, ethnique ou religieux.	Les jeunes, déjà affectés par les précédentes crises financières, ont été désavantagés par la pandémie en termes d'éducation et de perspectives économiques, mais n'ont pas les atouts pour surmonter la crise. Cette politique contribuerait à favoriser la solidarité intergénérationnelle et à constituer le soutien nécessaire pour résister aux chocs futurs.
Registre mondial des actifs (International)	Les pays en voie de développement sont les principales victimes de la perte de revenus due aux sorties de capitaux. Les estimations mondiales des fonds dans les paradis fiscaux se situent entre \$3 et 9 billions.	Un registre pilote mondial des actifs (identifiant la propriété des bénéficiaires) pour lutter contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites. Le projet pilote peut être mené dans une juridiction prête à coopérer et à examiner une/deux catégories d'actifs (l'immobilier, les valeurs mobilières, etc).	Les flux financiers illicites profitent aux riches et désavantagent les pauvres en raison de la perte de recettes et de dépenses publiques.	Il est très peu probable que les bénéficiaires actuels du manque de transparence financière soient principalement des femmes ou des groupes marginalisés; la réforme leur serait bénéfique ou, au minimum, serait neutre.	Le partage d'informations sur les avoirs mondiaux est une mesure puissante pour lutter contre la corruption et l'évasion fiscale.

Titre	Problème	Proposition de politique	Impact général sur l'inégalité	Interaction avec clivages qui se chevauchent	Théorie du changement
Attention à l'indice d'écart (Domestique)	À mesure que les zones urbaines et périurbaines se développent dans le monde entier, il existe souvent de grandes inégalités au sein des milieux urbains, ce qui est une source puissante de mécontentement. Cela tient en partie à des niveaux de base inégaux d'éducation, de santé ou de revenu; les services gouvernementaux aggravent souvent les divisions.	Surveiller les lacunes dans la prestation de services publics clés en milieu urbain (par exemple, temps de réponse de la police, enseignants par habitant ou scolarisation, distance des soins d'urgence) et s'engager à rééquilibrer jusqu'à ce que les indicateurs de résultats pertinents (éducation, santé, criminalité, efficacité politique) soient égaux.	La fourniture de services publics exacerbe souvent les inégalités au lieu de les rectifier; avec les bonnes informations, les programmes publics peuvent être orientés vers la réduction des inégalités urbaines.	La plupart des inégalités socio-économiques urbaines sont très fortement corrélées au regroupement physique des communautés raciales, ethniques ou religieuses.	En fournissant un outil facile à utiliser pour surveiller les lacunes, les réformateurs du gouvernement et les défenseurs de la société civile disposeront d'un levier supplémentaire pour influencer sur le changement au niveau local, où il a le plus grand impact immédiat.
Réformer le logement et la gouvernance foncière (Domestique)	Le logement et l'utilisation du sol sont une source majeure de revenus pour les riches et constituent un fardeau financier majeur pour les pauvres: la prise des décisions dans ce contexte est généralement opaque et exclusive.	Entreprendre une réforme de l'utilisation des terres et des dispositions de gouvernance du logement, en réformant la composition et le niveau des comités et des entités gouvernementales qui déterminent l'utilisation des terres et l'approbation de la construction.	Une gouvernance locale plus inclusive permet aux opinions et aux considérations des résidents d'être reflétées et d'influencer l'élaboration des politiques et d'accroître la transparence sur l'utilisation des fonds et les investissements stratégiques.	La réforme des dispositifs de gouvernance d'exclusion permettra la mobilité hors des quartiers les plus pauvres avec un nombre disproportionnellement élevé de ménages ethniques/raciaux/religieux historiquement défavorisés.	La gouvernance du logement et de l'utilisation du sol a un problème d' <i>insider-outsider</i> où les propriétaires actuels sont représentés – mais les locataires, des jeunes et les migrants futurs ne le sont pas. L'élargissement de la diversité et le changement des niveaux réduiront les inégalités.
Éducation et garde d'enfants (Domestique)	L'inégalité des résultats scolaires et le manque d'accès aux services de garde d'enfants contribuent à l'inégalité croissante de la richesse et du déclin de la mobilité sociale.	Investir dans l'amélioration de l'égalité et de l'inclusion des résultats de l'éducation et de l'accès aux services de garde d'enfants, en mettant particulièrement l'accent sur la dimension de genre.	L'éducation et les investissements dans la garde d'enfants peuvent jouer un rôle transformationnel en empêchant la réplication et la reproduction de l'inégalité et de l'exclusion.	Même lorsque les niveaux de scolarisation ont augmenté, les inégalités en matière de résultats scolaires et de garde d'enfants continuent de renforcer les inégalités structurelles héritées.	L'accent mis sur l'équité dans les résultats d'apprentissage de base stimulera de investissements stratégiques et des ressources pour réduire les inégalités dans les résultats d'apprentissage, sans laisser d'enfants de côté.
Données désagrégées (International/Domestique)	De nombreux systèmes de données existants ne parviennent pas à saisir l'inégalité plutôt que la pauvreté et l'expérience de communautés et de groupes historiquement défavorisés.	Améliorer la collecte, l'utilisation et le suivi de données désagrégées, y compris le suivi de l'impact social et l'autonomisation des communautés grâce à un accès public large et égal aux données.	De meilleures données sont un élément important des efforts visant à rendre l'inégalité aussi essentielle que la pauvreté l'est devenue dans les discussions sur les politiques nationales et le développement international.	Les données sont un élément important des efforts visant à une plus grande inclusion sur la base du sexe, de la race, de l'ethnie, de la religion, de l'orientation sexuelle et du handicap.	Ceux dont l'expérience n'est pas documentée sont facilement négligés. Une plus grande désagrégation et segmentation des collectes de données et du suivi mènera à une conception et à des résultats améliorés des politiques.